



UNION INTERNATIONALE DE LA PRESSE FRANCOPHONE

Par Regine.lefevre7@hotmail.fr

Revue de presse

No 435 en date du 16.07.2019

Dans le cadre des 88 pays et états appartenant à la Francophonie institutionnelle
<https://www.francophonie.org/statut-et-date-adhesion-Etats-et-gouvernements-28647.html>
et des pays et états non adhérents à la Francophonie institutionnelle (Algérie, Azerbaïdjan et Vallée d'Aoste) dans
lesquels se situent des sections de l'Union de presse francophone

Toutes les informations et tous les communiqués en provenance des sections de l'UPF sont gérés par UPF internationale
Seules les informations concernant ces sections faisant l'objet d'une publication dans la presse sont reprises dans la revue

SOMMAIRE

- 1 – DISPARITION AU « MONDE » - La mort de Richard Herlin, correcteur au « Monde »**
- 2 – INFORMATION AU MAROC – « Le Maroc figure parmi les rares pays disposant d'une loi consacrée entièrement au droit d'accès à l'information »**
- 3 – TELEVISION EN UKRAINE – « Une chaîne de télévision attaquée au lance-grenades »**
- 4 – INTERNET EN GUINEE EQUATORIALE – « En Guinée équatoriale, internet est une affaire de gros sous »**
- 5 – EDITION - « Parution d'un guide de l'éducation à l'information, guide des enjeux et pratiques »**
- 6 – PRESSE EN GUYANE – « En Guyane, la presse est en péril »**
- 7 – DISPARITION AU CAMEROUN – « La presse camerounaise perd son doyen, Jean-Baptiste Sipa n'est plus »**
- 8 – MAGAZINES EN FRANCE – « La justice suspend la vente des magazines de Mondadori France à Reworld Media »**
- 9 – AUDIOVISUEL – « Euronews cède sa chaîne TV Africanews à Ylias Akbaraly, président du groupe malgache Sipromad »**

1 – DISPARITION AU « MONDE » - La mort de Richard Herlin, correcteur au « Monde »

https://www.lemonde.fr/disparitions/article/2019/07/12/la-mort-de-richard-herlin-correcteur-au-monde_5488797_3382.html

Vendredi 12 juillet 2019
Par Hélène Bekmezian

La mort de Richard Herlin, correcteur au « Monde »

Doux et provocateur, toujours exigeant, il était entré en 2005 au « Monde », où il donnait la chasse aux coquilles, anacoluthes et amphibologies. Il est mort le 10 juillet, à l'âge de 59 ans.



Richard Herlin

« Richard Herlin était le seul à pouvoir emporter un millier de personnes en parlant de subjonctif imparfait, d'anglicisme et de féminisation des noms comme lors de sa prestation pour le Live Magazine, le 25 septembre 2017 au Casino de Paris. »

Lucas Barioulet pour Le Monde

Il ne faut pas pleurer pour ce qui n'est plus, mais être heureux pour ce qui a été. C'est sans doute ce que nous rappellerait « Richie » s'il voyait nos yeux rougis et nos mines inconsolables. Richard Herlin, correcteur au *Monde*, est mort mercredi 10 juillet d'une leucémie. Il était notre collègue, notre ami, notre irremplaçable.

Né le 30 novembre 1959 à Neuf-Mesnil, petite commune proche de Maubeuge (Nord), il parlait parfois de son enfance de peu de choses, comme on conte son pays où l'on ne retournera pas. Issu d'une famille de cinq enfants, fils d'un contremaître d'usine mort durant son adolescence et d'une mère devenue gravement malade par la suite, il gardera toute sa vie un profond respect pour les « petites gens ».

Après un bac littéraire, il est le premier de sa famille à entrer à l'université, où il obtient en 1983 une licence d'anglais. Les petits boulots accompagnent sa vingtaine. Il travaille un peu à l'usine, un peu au théâtre : technicien de plateau, comédien ou simple figurant. Il est amoureux aussi, depuis le lycée, de Christine, qui deviendra sa « *compagne de vie* ». Avec elle, il ébauche un projet communautaire en Ardèche et s'initie à la lutte contre les discriminations, en particulier celles que subissent les femmes.

En 1990, il s'engage dans une formation de bibliothécaire et auprès de l'École supérieure de journalisme de Lille (ESJ), où il occupera le poste de bibliothécaire documentaliste pendant treize ans. Soizic Bouju, directrice des études entre 1998 et 2003, devenue ensuite une de ses plus proches amies, se souvient d'avoir rencontré un garçon aux « *cheveux longs jusqu'aux fesses et qui a tout de suite été un point de surprise, de fraîcheur, tendre et loufoque* ». A l'écoute des étudiants, « *il était le refuge, l'homme qui prenait du temps, qui transmettait, sans jamais donner de leçon* ». Se décrivant lui-même comme « *fondamentalement humaniste* », il considérait que « *ce que l'on appelle des fautes ne sont finalement que des erreurs, et que l'erreur est humaine, donc pardonnable, à condition toutefois de ne pas (trop) persévérer* ».

Relation monogame avec « Le Monde »

En 2005, il quitte son Nord pour intégrer l'école des correcteurs Formacom, à Pantin (Seine-Saint-Denis), et se consacrer enfin entièrement à ce qui lui plaît vraiment : les anacoluthes et les amphibologies. Diplômé, il collabore avec *Le Monde*, *Le Point*, *Livres Hebdo*, *La Revue dessinée*, corrige les questions SMS de l'émission *C'est dans l'air*. Qu'importe le flacon, pourvu qu'on ait l'ivresse : il aimait cette vie libre de pigiste, avant de finir par se ranger, en 2011, dans une relation monogame avec le « *journal vespéral de référence* ».

Richard n'était pas correcteur, il était rédacteur-réviseur-correcteur. « *Un obsédé textuel du genre voyeur [qui] a fait de son vice un métier honnête* », c'est lui qui le disait. Drôle, volubile, provocateur, doux, il attirait la lumière sans jamais la prendre. Au *Monde*, où il était devenu l'un des plus estimés membres de la rédaction numérique, il posait toujours un regard bienveillant – mais pas dupe – sur les nouveaux arrivants. Ses anciens élèves de Formacom gardent le souvenir d'« *heures de formation drôles, insolentes, mais toujours passionnantes* ».

D'un abord direct, il pouvait assez vite vous proposer d'aller « *danser avec la lune jusqu'au bout de la nuit* ». Ses gestes, ses mots, tout était empreint de légèreté et de délicatesse. Même ses courriels compendieux pour signaler qu'un papier était corrigé sonnaient comme un pas de Fred Astaire : « *Et hop !* »

Militant d'une langue moderne, évolutive

Son regard clair et malicieux vous accrochait quand il s'escrimait à raconter si mal (et donc si bien) ses blagues et autres contrepèteries. Tous ceux qui ont eu la chance de partager seul avec lui une permanence de soirée, jusqu'à 23 heures, au desk numérique du *Monde* ont pu apprécier son professionnalisme serein, certes, mais surtout ses incomparables talents en matière de feu d'artifice de jeux de mots risqués, ses concours de « *Monsieur et Madame ont un fils* » et ses interprétations de Johnny Hallyday aussi fières que dissonantes, surtout si elles étaient arrosées d'une bière belge. Inoubliable dégaine de grand adolescent, portant beau, pantalon slim, bretelles, chapeau de cuir élimé, cigarette roulée et boucle à l'oreille.

Ce qu'il y a de merveilleux dans son métier, disait-il, c'est le doute, qui « *permet chaque jour d'apprendre quelque chose de nouveau* ».

Pour nous, il n'y en avait pas, de doute, on avait la chance d'avoir le meilleur correcteur de sa catégorie, et on le savait. Vaillant, joyeux, il ne désarmait jamais dans la chasse aux « députés-maires », à la construction de logements « neufs », aux lettres capitales non justifiées et à tout ce qui pouvait être « *typographiquement contrevenant* ». Il voyait une coquille, il se jetait dessus et signalait son crime auprès du rédacteur : « *J'ai retiré le chapeau au "u" dont tu as couvert ton verbe, il n'en a pas besoin pour sortir.* »

Sous les mots, les idées. Richard militait pour une langue moderne, évolutive et n'aimait rien tant que redorer des locutions méprisées, faire briller les autrices et les patronnes.

Certains sujets ne souffraient guère pour lui de débat – comme la laïcité, l'égalité ou la place des femmes dans la société et dans notre langue, en défenseur avisé qu'il était de l'écriture inclusive.

Amoureux du présent

C'était un amoureux du présent, du réel et du maintenant, des choses qui sont et ont été. Passionné de documentaires, membre régulier du Festival audiovisuel régional de l'Acharnière, à Lille, il avait contribué à mettre en place à l'ESJ un atelier de documentaire, persuadé que c'était justement en étudiant le contrepoint du journalisme que les élèves apprendraient le mieux leur métier. Il s'épanouissait tout autant dans la fiction, le jeu, la mise en scène, au théâtre, qu'il a pratiqué toute sa vie en amateur, ou en contribuant à des fictions radiophoniques dont la dernière s'appelait singulièrement « *Vivre ma mort* ». Riche de mille vies, il était curieux, cultivé, souvent paré de sombre comme de mystère ; il écoutait les artistes islandais Björk et Sigur Rós, lisait Marguerite Duras et regardait des films de Jean-Luc Godard, dans lesquels il appréciait les discrètes références aux subtilités de la langue française.

Il était heureux de travailler au *Monde* et le disait. D'ailleurs, il était heureux de tout et souvent de rien. Adeptes de la lenteur, toujours soucieux de prendre le temps nécessaire, Richard haïssait la précipitation et n'était pas particulièrement friand du mouvement d'une manière générale. Il détestait l'avion et avait horreur de se déplacer, sauf pour rejoindre son paradis du Lot, qu'il a choisi comme dernière demeure. Dans son petit appartement parisien, il voyageait intérieurement, avec ses livres, France Culture, ses sorties au resto entre amis, son chapeau et son vélo. C'est tout ce qu'il lui fallait.

Personne ne peut dire avoir entendu une seule fois Richard se plaindre – et le sale diagnostic, tombé en octobre 2018, n'y a rien changé. Ces derniers temps, sa plus grande douleur était de provoquer du chagrin chez les autres. Pour lui, il ne s'en faisait pas : « *Quelle chance j'ai eu d'en être arrivé là* », disait-il encore à ses proches. Il se trompait. La chance, c'est nous qui l'avons eue. Merci Richie.

[Correcteur au Monde.fr depuis 2005, Richard Herlin était unanimement apprécié pour son amour rigoureux de la langue, son humour et son goût pour la transmission. Le Monde adresse ses pensées à sa famille, ses proches, et à toutes celles et ceux, au site et au journal, qui ont aimé sa personnalité profondément libre. Jérôme Fenoglio].

2 – INFORMATION AU MAROC – « Le Maroc figure parmi les rares pays disposant d'une loi consacrée entièrement au droit d'accès à l'information »

<http://www.perspectivesmed.ma/acces-a-linformation-un-droit-avec-ou-sans-effet/>

Vendredi 12 juillet 2019

Par Perspectives Med

Le Maroc figure parmi les rares pays disposant d'une loi consacrée entièrement au droit d'accès à l'information, a souligné, jeudi à Rabat, le chef du gouvernement. Reste l'application optimale dudit texte...

Intervenant au début des travaux du Conseil de gouvernement, Saâd Eddine El Othmani a indiqué que cette loi a permis au Maroc d'intégrer le « *Partenariat pour un gouvernement ouvert* », rappelant, dans ce contexte, la cérémonie de remise des attestations de formation aux formateurs en matière d'accès à l'information, tenue la semaine dernière à Rabat.

Cette loi permettra aux citoyens, personnes physiques ou dans le cadre d'organisations de la société civile, journalistes et autres, de jouir de leur droit d'accès à l'information conformément aux dispositions de la loi, assurant que le gouvernement œuvre actuellement pour la mise en œuvre de cette loi entrée en vigueur le 12 mars dernier, soit un an après sa publication.

Pour tirer profit de cette loi, S.E. El Othmani a mis l'accent sur l'importance de l'interaction des citoyens, notant que l'année 2019 est celle de l'instauration des bases et de l'élaboration des moyens pour assurer une application optimale de ce texte.

A cet égard, a-t-il enchaîné, plus de 700 fonctionnaires représentant les différents établissements et administrations publics concernés au niveau central ou régional profiteront d'une formation en deux phases.

La première phase concerne la formation des formateurs selon les standards internationaux, a poursuivi le chef de l'Exécutif, précisant que 50 personnes, dont la moitié sont des femmes, ont été choisies pour connaître les modalités d'application de la loi, notamment en ce qui concerne la présentation, la qualité et la manière de transmettre l'information.

La deuxième phase bénéficiera aux fonctionnaires qui mettront l'information à la disposition des citoyens, a-t-il expliqué.

Dans ce contexte, il a souligné l'importance de sensibiliser les citoyens à leur droit d'accès à l'information et au rôle de l'Administration pour mener à bien cet objectif en vertu des dispositions de la loi.

Doter les citoyens de l'information de manière proactive ou suite à la demande d'une partie est « *très important* » pour garantir la transparence de l'action de l'Administration dans le contrôle des contrats publics, des budgets sectoriels et des budgets des établissements publics, a fait observer le patron de l'Exécutif, mettant l'accent sur la nécessité de présenter l'information de manière simple aux citoyens, et plus particulièrement aux organisations de la société civile pour qu'elles puissent mener à bien leurs missions.

De ce fait, a estimé le chef du gouvernement, le Maroc réalisera des progrès dans les domaines de la transparence et de la lutte contre la corruption, rappelant que depuis le lancement de ce chantier et l'adhésion du Royaume au partenariat pour un gouvernement ouvert, le Royaume a gagné 17 places dans le classement de l'Indice de perception de la corruption, passant de la 90ème place à la 73ème en deux ans.

Réussir ce chantier pour instaurer les bases d'une administration transparente « *nous permettra de lutter contre la corruption* » et d'améliorer l'efficacité des services publics pour qu'ils puissent servir les citoyens dans les meilleures conditions. Tel est le vœu exprimé par le chef du gouvernement.

3 – TELEVISION EN UKRAINE – « Une chaîne de télévision attaquée au lance-grenades »

<http://www.leparisien.fr/faits-divers/ukraine-une-chaine-de-television-attaquee-au-lance-grenades-13-07-2019-8116065.php>

Samedi 13 juillet 2019
Par AFP/Sergei Supinsky



La chaîne 112 Ukraine à Kiev est détenue par un député prorusse

Les services de sécurité ukrainiens (SBU) ont ouvert une enquête pour « acte terroriste ». Dans la nuit de vendredi à samedi, une chaîne de télévision ukrainienne a vu son siège attaqué au lance-grenades.

Elle avait annoncé son intention de diffuser d'un documentaire controversé sur l'Ukraine réalisé par l'Américain Oliver Stone, avec une interview du président russe Vladimir Poutine.

L'attaque n'a fait aucun blessé, mais a endommagé la façade du siège de la chaîne 112 Ukraine à Kiev. Outre l'enquête du SBU, la police a renforcé les contrôles à Kiev pour espérer retrouver le tireur.

Le président de 112 Ukraine, Egor Benkendorf, a appelé dans un communiqué le président Volodymyr Zelensky à « condamner immédiatement cet acte criminel » et à « signifier clairement et résolument que personne ne doit utiliser la force contre les médias ».

Un « film de propagande russe »

La chaîne est détenue par le député prorusse Taras Kozak. Elle avait reçu quelques jours plus tôt un avertissement du Parquet ukrainien après avoir annoncé son intention de diffuser « Ukraine on fire », un documentaire polémique d'Oliver Stone, où il souligne en avant l'implication des États-Unis et de la CIA dans la révolution, puis dans le conflit entre les forces dans l'Est de l'Ukraine.

Jeudi, le procureur général ukrainien Iouri Loutsenko a affirmé que toutes les personnes responsables pour la diffusion de ce « film de propagande russe » seraient convoquées pour interrogatoire.

Le documentaire déprogrammé

Vendredi, la télévision a dit avoir reçu « une menace directe d'attaque physique » de la part d'organisations ultranationalistes. Après l'attaque, la chaîne a annoncé avoir annulé la diffusion du documentaire, prévue mardi, dans l'espoir d'éviter un procès et des sanctions de la part des autorités.

La Russie et l'Ukraine sont à couteaux tirés depuis l'arrivée de pro-occidentaux au pouvoir à Kiev en 2014, suivi par l'annexion par Moscou de la péninsule ukrainienne de Crimée puis d'une guerre entre forces de Kiev et séparatistes prorusses dans l'Est, qui a fait plus de 13 000 morts. Néanmoins, Vladimir Poutine et son homologue ukrainien ont eu une conversation téléphonique jeudi, la première depuis la présidence de Volodymyr Zelensky.

De nombreuses attaques ont visé la presse ou des journalistes ces dernières années en Ukraine, où un grand nombre d'armes se retrouvent en circulation du fait de la guerre et où les enquêtes dans ce genre d'affaires n'aboutissent que très rarement à la condamnation des responsables.

L'Ukraine, une ex-république soviétique, figure à la 102e place sur 180 au classement mondial de la liberté de la presse 2019 établi par l'organisation Reporters sans frontières (RSF).

4 – INTERNET EN GUINEE EQUATORIALE – « En Guinée équatoriale, internet est une affaire de gros sous »

<https://actu.orange.fr/societe/high-tech/en-guinee-equatoriale-internet-est-une-affaire-de-gros-sous-CNT000001hbefB/photos/au-marche-central-de-malabo-a-la-veille-d-une-election-presidentielle-le-23-avril-2016-db05cb14970337eef969274acf43c861.html>

Samedi 13 juillet 2019

Par AFP

Pour flâner, flirter, profiter de l'air frais mais surtout pour surfer sur les réseaux sociaux : le long du Paseo Maritimo de Malabo, bord de mer aménagé de la capitale de Guinée équatoriale, les jeunes se pressent pour profiter du réseau internet public gratuit. Car, dans ce petit pays pétrolier parmi les plus riches du continent africain, la population, dont la majorité reste pauvre, n'a pas les moyens de se payer des abonnements internet privés.

"Je viens ici presque chaque soir pour parler par Whatsapp avec ma mère qui est en Espagne. Ici, il y a un réseau internet public et gratuit", raconte Filomena, 32 ans, vendeuse de vêtements.

Un peu plus loin, un lycéen adossé à un arbre tape frénétiquement sur son smartphone. A ses côtés, plusieurs jeunes, yeux rivés sur leurs écrans plutôt que sur le bleu de la côte, échangent sur les réseaux.

"Je n'ai pas assez de moyens pour avoir une connexion internet", explique Jorge Obiang. "Alors je viens souvent avec mes amis ici me connecter avec ce wifi."

En Guinée équatoriale, le coût d'un gigaoctet s'établit à environ 35 dollars (31 euros), le pays, après le Zimbabwe, où la connexion internet est la plus chère au monde, selon un classement établi en 2019 par la banque panafricaine Ecobank.

Alors que le salaire moyen mensuel d'un ouvrier ou d'un serveur de restaurant oscille entre 100.000 FCFA et 150.000 FCFA, soit 150 à 225 euros.

Le coût prohibitif et la lenteur du réseau expliquent un taux de pénétration d'internet parmi les plus bas dans la région : seulement 26% des Equatoguinéens peuvent utiliser internet, selon l'Union internationale des télécommunications (UIT), une agence de l'ONU.

"Avec 2.000 francs CFA (3,40 euros), je ne peux même pas télécharger une vidéo de 80 secondes", explique un journaliste local à ses confrères d'Afrique centrale venus à Malabo pour couvrir une réunion régionale, et étonnés par la lenteur du réseau.

"Il faut vraiment de la patience pour travailler avec internet dans ce pays", râle l'un d'eux, originaire du Congo, qui essaye d'envoyer des fichiers à sa rédaction, sans succès.

- Manque de concurrence -

Une situation d'autant plus paradoxale que "le pays est situé dans le golfe de Guinée et a donc accès aux différents câbles sous-marins", note la présidente de l'association Internet sans frontière (ISF), Julie Owono.

La Guinée équatoriale est connectée à trois câbles sous-marins de la fibre optique. Au Gabon voisin, le connexion internet coûte en moyenne cinq fois moins cher, selon le classement d'Ecobank.

Le coût prohibitif d'internet en Guinée équatoriale "s'explique par la très forte présence de la compagnie étatique sur le marché et le manque de concurrence", analyse Mme Owono.

"Dans un environnement où tout est centralisé, où la décision politique dépend d'une personne ou d'une famille, il est difficile d'établir un marché concurrentiel", ajoute-t-elle.

La Guinée équatoriale, dirigé par Tedoro Obiang Nguema, 77 ans dont 39 ans au pouvoir, est critiquée pour la corruption qui s'y pratique et le manque d'ouverture au reste du monde.

"Les coupures d'internet décidées par un pouvoir sont aussi un argument qui découragent les opérateurs de s'installer sur un marché", avance Mme Owono.

En novembre 2017, veille des élections législatives, l'accès au réseau social Whatsapp avait été bloqué et était resté indisponible durant cinq mois.

Et lorsque les conditions du marché ne découragent pas les opérateurs de venir s'installer, ces derniers avouent ne pas comprendre comment le gouvernement, à travers le gestionnaire des installations de télécommunications (GITGE), pratique des tarifs aussi colossaux.

Sollicité par l'AFP, le GITGE n'a pas souhaité s'expliquer.

"Alors que nous vivons dans l'ère de l'information, le gouvernement fait prendre un retard très important à sa population, qui ne peut pas vivre avec les enjeux de son temps", s'indigne Julie Owono d'ISF.

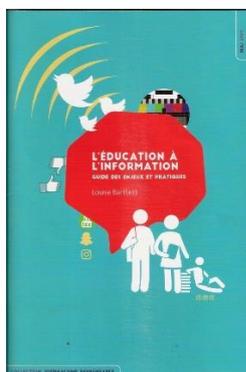
Assis à même le sol à l'arrière d'un hôtel, smartphone en main pour tenter de capter un réseau gratuit, Mboro Mba, 35 ans, se lamente : "Internet en Guinée équatoriale est encore une affaire de gros sous, réservé à ceux qui ont les moyens."

5 – EDITION - « Parution d'un guide de l'éducation à l'information, guide des enjeux et pratiques »

<http://www.odi.media/bibliotheque/3285/>

Jeudi 11 juillet 2019

Par Pierre Ganz



Par la journaliste Louise Bartlett

Ces dernières années, chaque débat sur les crises de l'information – infox, perte de confiance du public, poids de la propagande etc. – a eu son moment « éducation aux médias ». Rédacteurs en chef, personnels politiques, chercheurs brandissent ce concept comme une des réponses indispensables à la puissance des algorithmes et des « GAFAM ». Mais bien peu explicitent leurs incantations – sans parler des moyens financiers que les décideurs ne sont pas toujours prêts à dégager, par exemple à l'école et au collègue.

On conseillera donc à tous une lecture d'été urgente. « **L'Éducation à l'information, guide des enjeux et pratiques** » est publié par l'Alliance Internationale des Journalistes dans la collection *Journalisme responsable*. Le titre de l'ouvrage précise l'objectif : il s'agit de former les citoyens à l'information – et non aux médias comme on le dit couramment – pour qu'ils puissent exercer leurs droits en s'informant en démêlant le bon grain de l'ivraie.

L'auteure, Louise Bartlett, est journaliste et coordinatrice de la plateforme medicaeducation.fr. Elle a donc une expérience concrète de l'éducation aux médias, y compris sur le terrain puisqu'elle est depuis deux ans « journaliste en résidence » dans le Val de Marne où elle co-anime des ateliers d'éducation aux médias.

Loin de proposer un ouvrage théorique, elle détaille dans une sorte de *livre du maître* les objectifs à atteindre et les pratiques à mettre en œuvre. Quatre chapitres notamment sont orientés en ce sens, qui détaillent comment expliquer ce que sont médias et info, comment analyser ce qu'on y trouve, comment débattre pour critiquer, enfin comment s'exercer au journalisme pour en découvrir les difficultés et les pièges. Ce petit livre est aussi une bonne recension des textes à connaître sur l'information et des ressources existantes pour qui veut lancer une démarche d'éducation à l'information.

Vous pouvez le télécharger ici :

https://cdn.mediaeducation.fr/files/pdf/2019-07-09_Education_a_l_info.pdf

6 – PRESSE EN GUYANE – « En Guyane, la presse est en péril »

<https://blogs.mediapart.fr/katia-lei-sam/blog/130719/en-guyane-la-presse-est-en-peril>

Samedi 13 juillet 2019

Par KATIA LEI-SAM

Y compris Guyaweb. C'est l'état alarmant de la presse locale, en tout cas pour la grande majorité. Qu'ils soient papier, web ou télé, plusieurs médias sont en crise pour des raisons financières liées notamment à l'étroitesse du marché publicitaire guyanais. Certains d'entre eux ont même disparu ces derniers mois et la liste pourrait s'allonger avant la fin de l'année 2019.

L'avenir incertain de France-Guyane

Le seul quotidien local, France-Guyane, est dans une situation critique. Placé en redressement judiciaire ainsi que toutes ses filiales par le tribunal de commerce de Fort-de-France, le groupe AJR est assujéti à un délai d'observation de six mois.

Selon une source interne, l'une des pistes pour France-Guyane serait de devenir un hebdomadaire avec un journal imprimé en Martinique. L'une des conséquences serait donc la fermeture de l'imprimerie en Guyane, ce qui entraînerait des suppressions de postes.

Une autre piste envisagée par France-Guyane est celle d'arrêter le quotidien papier pour se consacrer uniquement au web et à la radio (lire sur Guyaweb notre récent article du 25/06/2019).

Cette solution envisagée montre que c'est tout un modèle économique de la presse papier écrite traditionnelle qui part à vau l'eau, même si ce virage du 100% numérique a déjà été pris par plusieurs médias nationaux. Mais pour notre confrère France-Guyane ce virage est plutôt subit que choisi.

Si l'avenir du seul quotidien papier est hypothétique, d'autres médias locaux ont déjà fait le choix de suspendre voire d'arrêter leurs activités.

La disparition d'ATV Guyane

Voilà bientôt un an (août 2018) que les journalistes télé d'ATV Guyane ont cessé de travailler pour le groupe ViaATV en attendant une éventuelle reprise qui aujourd'hui n'est plus d'actualité.

En mars 2019 en effet ViaATV a déposé le bilan de ses filiales de Guadeloupe et de Guyane pour se concentrer uniquement sur la filiale de Martinique encore en vie, comme l'indique RCI.

Contacté au sujet de la liquidation d'ATV Guyane, le journaliste Gaël Ho-A-Sim nous a dit ignorer cette information capitale. *"Vous nous donnez la confirmation car une fois que nous sommes partis d'ATV Guyane, les informations ne nous sont pas parvenues"* nous a-t-il expliqué. *" C'est dommage pour la pluralité de l'information pour la population guyanaise"* a ajouté Gaël Ho-A-Sim, aujourd'hui journaliste pigiste au sein de la rédaction de Guyane La 1ère.

Le Kotidien est « arrêté »

En ligne depuis 2010, le site d'information Le Kotidien a quant à lui cessé de publier depuis plusieurs mois. *« Le modèle économique n'est pas viable, le marché publicitaire est étroit (...). Le Kotidien n'a jamais été rentable. Ce sont mes autres activités dans la communication qui ont fait vivre le Kotidien et ce n'est plus tenable »* nous a expliqué Thierry Maquaire, directeur de la publication du Kotidien et par ailleurs directeur de la communication de la mairie de Macouria.

Bien que le site d'information soit « arrêté », Thierry Maquaire va *«continuer sur Facebook»* via la page du Kotidien mais *«autrement il n'existe plus»* indique son directeur qui souligne que *«faire vivre un organe de presse n'est pas facile tous les jours »*.

La fin d'Une Saison en Guyane

La direction du magazine Une Saison en Guyane lancé en 2008 a annoncé à Guyaweb qu'elle arrête son édition périodique semestrielle pour se consacrer à des hors-séries ainsi qu'au nouveau magazine Boukan qui traite de l'actualité des Outre-mer.

"Après dix ans je veux essayer un nouveau titre avec le lancement de Boukan en trimestriel. Le numéro 2 de Boukan sort la semaine prochaine dans l'Hexagone. L'idée est de toucher plus de gens car il n'y a rien en kiosques pour les Outre-mer" a expliqué Pierre-Olivier Jay à Guyaweb. Mais selon le fondateur de Boukan, cette nouvelle aventure s'avère *"très compliquée et ça va peut-être s'arrêter."*

Radio Peyi "va bien"

Sur les ondes depuis 2015, Radio Peyi *"va bien"* et poursuit son envolée depuis la mobilisation sociale de mars-avril 2017. *"On était connus par une catégorie de la population avant les événements, qui nous ont permis de nous populariser vis-à-vis de tous les Guyanais"* reconnaît Wladimir Mangachoff, directeur de Radio Peyi.

Toutefois si la part d'audience de Radio Peyi avait explosé à l'époque du mouvement social de fin mars/fin avril 2017 passant de 1,8% de parts fin 2016 à 19,7% sur la période avril/mai 2017, cette part avait chuté à 8% sur la période octobre/décembre 2017 et a continué à tomber à 5,5% de parts d'audience sur la période avril/mai 2019, selon Médiamétrie.

A noter que cette part est en dessous de Radio Mosaïque qui suit une progression régulière en terme de parts d'audiences : passant de 5,2% fin 2016 à 6% en avril/mai 2017 puis 6,1% en octobre décembre 2017 et enfin 6,9% sur la dernière vague d'avril mai 2019, toujours selon Médiamétrie (1).

“Il y a deux éléments qui ont marqué les esprits, c'est d'abord le virage numérique car nous étions l'un des premiers à faire des Facebook Live destinés à l'information brute durant cette mobilisation sociale, ce qui a répondu à un fort besoin” analyse le directeur de Radio Péyi. L'autre élément qui selon lui a *“marqué les esprits”* a été *“la diffusion 24h/24 pendant deux mois, car tout le pays était en attente sur l'évolution du mouvement social”*.

Radio Peyi c'est de *“l'information minute par minute”* et elle est *“en progression de son chiffre d'affaires (1)”* ajoute Wladimir Mangachoff. *“On développe de nouveaux produits digitaux à destination des annonceurs publicitaires car si un média ne s'est pas positionné sur les produits digitaux, il va avoir des répercussions négatives sur son chiffre d'affaires”* conclut le directeur de Radio Peyi.

KTV s'est lancée dans la publicité

Depuis sa création en 2005 dans le « salon » de son fondateur Emmanuel Toko, Kourou Télévision diffusait uniquement à Kourou. Cette télévision associative n'a pu gagner en visibilité qu'en 2013. *« Officiellement KTV a été lancée en 2013 avec l'arrivée de la TNT »* et *« il a fallu attendre de nouvelles fréquences pour postuler »* raconte Emmanuel Toko.

Aujourd'hui l'espoir renaît car depuis *« 6 mois, KTV est autorisée par le CSA à faire de la publicité à la télévision comme Guyane La 1ère »*. Auparavant KTV *« ne finançait pas (ses) services qui étaient gratuits »*. La marque de fabrique de KTV est de *« tisser du lien social avec de la vidéo, en formant également des jeunes »*.

Optimiste, Emmanuel Toko espère aller plus loin en continuant à produire *« des documentaires, du reportage »* et faire *« du direct ; ce qui est énorme pour une petite télévision »*.

Par ailleurs Emmanuel Toko a annoncé à Guyaweb lancer *« un studio à Cayenne »* et bientôt *« une matinale pour parler de proximité. »* Mais ce qui lui tient à cœur est de revenir sur la TNT. *« Le coût exorbitant a fait qu'on ne pouvait pas être sur la TNT »* fustige-t-il. Ses vœux pourraient être exaucés grâce aux rentrées d'argent provenant de la vente d'espaces publicitaires. Présent sur Canal Satellite, KTV sera *“d'ici à la fin de l'année”* sur *« la Box Orange »* se réjouit Emmanuel Toko.

Confiant en l'avenir, Emmanuel Toko nuance car *« financièrement ça ne va pas bien mais psychologiquement on y croit ; surtout avec la possibilité maintenant de vendre de la publicité. Ce qui fait une télévision c'est le contenu, l'amour du métier»*. Emmanuel Toko rappelle que *« KTV est la seule télévision locale aujourd'hui »* depuis la disparition d'ATV Guyane.

"Pas d'inquiétude" pour Guyane La 1ère

“C'est toujours inquiétant qu'un média perde des voix et des moyens de s'informer et de pouvoir informer (...). C'est toute la profession qui pourrait s'inquiéter” réagit Karl Sivatte, le rédacteur en chef, face aux déboires de la presse guyanaise.

Pour rappel, Guyane La 1ère, financée sur fonds publics à hauteur de 20 millions d'euros, a connu une alerte sociale en mai dernier. En proie à des conditions de travail dégradées depuis plusieurs semaines, les journalistes de la rédaction radio de Guyane La 1ère ont débrayé durant une heure - de 7h à 8h - sur le pic de la matinale pour alerter sur la situation du média public, tendue en partie du fait de la réforme de l'audiovisuel public qui devrait être présentée bientôt par le ministre de la Culture Franck Riester. Néanmoins, *"Il n'y a pas d'inquiétude à ce jour, la maison tourne"* rassure le rédacteur en chef.

Quant à l'actualité de Guyane La 1ère, depuis début juillet le média public est entré en *"grille allégée par rapport aux grandes vacances"* et les principaux rendez-vous sont *"le tour cycliste de Guyane"* et *"la rentrée du 2 septembre"* qui sera marquée notamment par les élections municipales de 2020. *"Il n'y aura pas de révolution mais une adaptation des magazines pour continuer d'informer le public"* a annoncé Karl Sivatte à Guyaweb.

Guyaweb en difficulté

Du côté de votre site d'information et d'investigation, seul média d'Outre-mer basé sur le triptyque indépendance / enquête / abonnement, on accuse aussi le coup. Bien que le lancement de l'abonnement en 2016 ait permis de poser les jalons de l'indépendance, de fidéliser notre lectorat, de diversifier nos recettes, celles-ci restent insuffisantes et force est de constater que nous n'atteignons toujours pas l'équilibre financier.

En effet, le marché publicitaire guyanais étant très exigu et Guyaweb révélant depuis des années les dérives des pouvoirs économiques et politiques locaux ainsi que celles des administrations étatiques, les recettes publicitaires diminuent et donc la courbe économique s'inverse inexorablement.

Guyaweb a pourtant continué d'étoffer sa rédaction et son contenu mais les charges - notamment salariales - s'accumulent et elles freinent le développement du média, dont la direction pourrait être contrainte de s'orienter notamment vers une procédure de sauvegarde judiciaire, à l'instar de France-Guyane.

Cette année 2019 est décisive car Guyaweb va s'affranchir de la publicité et se consacrer au développement de l'abonnement pour les particuliers et les professionnels. Mais le choix de supprimer la publicité pourrait aussi sonner le glas de Guyaweb si son nouveau modèle économique, financé uniquement par ses lecteurs, n'était pas à la hauteur de l'ambition que souhaite incarner votre média : celui de garantir par son travail d'information l'existence d'une presse engagée, libre et indépendante de tous les pouvoirs.

Il va de soi que nous vous tiendrons informés de l'évolution de la situation de votre média mais pour que son aventure continue et qu'il se renforce, soutenez-le, secouez le cocotier pour prolonger la vie de Guyaweb !



7 – DISPARITION AU CAMEROUN – « La presse camerounaise perd son doyen, Jean-Baptiste Sipa n'est plus »

<http://www.newsducamer.com/deces-jean-baptiste-sipa-a-casse-sa-plume/>

Mercredi 10 juillet 2019

Par Ludovic Ngoueka



Jean-Baptiste Sipa

L'ancien directeur de publication de Le Messenger est décédé ce jour à Douala.

Jean Baptiste Sipa n'est plus de ce monde. La mort s'en est prise au vétéran de la presse. La nouvelle est tombée comme un couperet ce 10 juillet en mi-journée. Même si des sources proches de Le Messenger, citant la famille, indiquent que le premier successeur de Pius Njawe à la tête du journal de la Rue des écoles à Douala était souffrant ces derniers temps.

Sur la toile, des hommages fleurissent à l'endroit de celui qui, après s'être retiré de la direction de publication du journal Le Messenger, était désormais plus présent sur le terrain des combats pour les droits de l'homme. « *Il avait horreur qu'on lui serve du "Dp". Ça le rendait mal à l'aise au point où il refusait carrément de répondre. Il exigeait qu'on l'appelle "coach" parce que, martelait-il à ses collaborateurs, "Le Messenger est d'abord une équipe".*

Après avoir hérité du flambeau suite au départ tragique de l'indomptable Pius Njawe en 2010, il a chaussé les crampons pour conduire l'équipe dont beaucoup proclamaient l'élimination, à des phases finales de Can et de Mondial...avec succès. Les trophées sont là pour en témoigner », se souvient Christian Tchammi, rédacteur-en-chef délégué du journal qui a bénéficié de la signature du Coach de longues années durant. « Il s'en est allé sans crier gare.

Il n'a dit ni au revoir à ses jeunes collègues que nous sommes, ni à ses camarades militants des droits de l'homme », regrette Hervé-Villard Njiélé, chef du service sport au quotidien La Nouvelle Expression, sur sa page facebook. « Tes enseignements et précieux conseils nous manqueront », ajoute-t-il. « Au moment où tu nous quittes coach, je n'ai pas de mots assez forts pour te traduire mon émotion. Sauf te dire merci et bon voyage.

Tu t'en va au moment où nous avons un projet commet de commettre un ouvrage », se lamente sur sa page facebook, Jean François Chanon, actuel directeur de publication du journal qui célèbre cette année ses quarante années d'existence. « Adieu Doyen Jean-Baptiste Sipa. Tu manqueras à ce métier et à tes nombreux filles et fils de la plume et du micro », soupire Godlove Kamwa, journaliste à Bbc Afrique.

...Neuf ans jour pour jour après Pius Njawe

Jean Baptiste Sipa quitte la scène presque neuf ans jour pour jour, après Pius Njawe, son compagnon de route et père fondateur de Le Messenger, parti le 12 juillet 2010 dans un accident de la route aux Etats-Unis. « Il s'en va suivre Célestin Lingo (un autre dinosaure) qui l'a précédé trois ans plus tôt dans l'au-delà. Le coach est mort; vive le coach! », souligne Christian Tchammi. Et l'actuel successeur professionnel de Pius Njawe à la tête de Le Messenger, de reprendre : « Va, tu trouveras là où tu vas, ton frère jumeau. Célestin Lingo. Ensemble vous prendrez ce soir un thé avec Mgr Albert Ndongmo», espère Jean François Chanon. « Le banc est vide mais tes joueurs que nous sommes, avec ou sans brassard (de capitaine), avec ou sans primes de participation, vont continuer le match de la liberté de la presse », rassure Christian Tchammi. Et dans un concert de souhaits, on enregistre des « va en paix doyen ! », « Que la terre de Saint Lazare te soit légère ! », « Repose en paix Jean Baptiste ! », « Bon voyage coach », « A toi l'honneur Jean Baptiste Sipa ! »

8 – MAGAZINES EN FRANCE – « La justice suspend la vente des magazines de Mondadori France à Reworld Media »

https://www.lemonde.fr/actualite-medias/article/2019/07/12/la-justice-suspend-la-vente-des-magazines-de-mondadori-france-a-reworld-media_5488533_3236.html

Vendredi 12 juillet 2019
Par Alexandre Berteau

La justice suspend la vente des magazines de Mondadori France à Reworld Media.

Les organisations syndicales de la filiale française de Mondadori auraient dû être informées de ses intentions de vente, selon le tribunal de grande instance de Nanterre.

Mondadori devra patienter avant de pouvoir se séparer de ses magazines français (*Science et Vie, Grazia, Closer, Télé Star, Auto Plus*, etc.). Dans un jugement assez inattendu rendu mercredi 10 juillet, le tribunal de grande instance de Nanterre a donné raison aux organisations syndicales. Celles-ci estimaient ne pas avoir été informées suffisamment tôt par la direction de son projet de vente au groupe Reworld Media, propriétaire de *Marie France, Auto Moto, Be* ou encore du *Journal de la maison*.

Après être entrés en négociation exclusive le 27 septembre 2018, Mondadori et Reworld avaient annoncé avoir trouvé un accord le 18 février, ce dernier rachetant la filiale française du groupe italien pour 70 millions d'euros. Un laps de temps court, « *preuve, selon le tribunal, que le changement significatif de stratégie était nécessairement connu* » de la direction de Mondadori de longue date. Compte tenu « *de l'ampleur du projet de cession* », elle aurait dû ouvrir une procédure d'information-consultation des instances représentatives du personnel sur la stratégie pour 2019, avant de le faire une fois l'accord avec Reworld conclu. Sollicitées, les directions de Reworld et Mondadori n'ont pas souhaité réagir.

« On a été mis devant le fait accompli »

« *En s'abstenant délibérément de le faire, [l'entreprise a commis] un détournement de pouvoir, empêchant le Comité social et économique [CSE] d'exercer ses droits à recueillir des explications utiles et à faire des propositions alternatives* », estime le tribunal dans son jugement.

La justice a donc enjoint Mondadori à ouvrir cette procédure dans les huit prochains jours, sous peine d'astreinte de 50 000 euros par jour de retard, et à verser 10 000 euros de dommages et intérêts au CSE. La vente est donc suspendue pendant plusieurs mois et devra, de nouveau, être soumise à l'avis de l'Autorité de la concurrence.

« Avant l'entrée en négociation exclusive, la direction a toujours démenti les rumeurs d'un rachat par Reworld. On a été mis devant le fait accompli », regrette un délégué de l'intersyndicale. Ce dernier reconnaît que le CSE n'aurait pas pu empêcher le principe d'une vente, mais s'il avait été informé de cette volonté, « ça se saurait su dans la presse et d'autres repreneurs se seraient peut-être manifestés ».

Une stratégie éditoriale qui inquiète

La décision du tribunal de Nanterre reste symbolique, un accord ayant déjà été conclu entre Reworld et Mondadori. Mais elle « rappelle que les entreprises ont un devoir de loyauté vis-à-vis des instances représentatives du personnel, note Yves Corteville, délégué syndical SNJ-CGT. Il nous faut maintenant des réponses claires de Mondadori sur la stratégie de Reworld et ses répercussions sur l'emploi et sur l'avenir des magazines. »

Depuis le début des négociations exclusives entre les deux groupes, les manifestations des salariés de Mondadori se sont multipliées pour s'opposer à leur rachat par Reworld Media. Nombre d'entre eux craignent que les titres les moins rentables cessent de paraître et que l'entreprise externalise la rédaction d'articles pour les magazines restants.

Leurs inquiétudes portent aussi sur la stratégie éditoriale, alors que Reworld Media recourt pour ses titres au *brand content*, ces publicités prenant l'apparence d'articles. Ce dernier mise sur la forte audience des contenus en ligne pour générer des revenus publicitaires, au détriment parfois de la qualité, selon les rédacteurs de Reworld. En mettant la main sur Mondadori, Reworld deviendrait le premier groupe de presse magazine en France.



Des employés de Mondadori France manifestent contre la reprise des journaux du groupe par Reworld Media, à Paris, le 28 octobre 2018. BERTRAND GUAY / AFP

9 – AUDIOVISUEL – « Euronews cède sa chaîne TV Africanews à Ylias Akbaraly, président du groupe malgache Sipromad »

<https://www.agencecofin.com/audiovisuel/1407-67827-euronews-cede-sa-chaîne-tv-africanews-a-ylia-akbaraly-president-du-groupe-malgache-sipromad>

Dimanche 14 juillet 2019

Par Servan Ahougnon

Le groupe malgache Sipromad vient de racheter la chaîne de télévision Africanews à EuronewsNBC, contre une somme de 20 millions de dollars. L'opération de cession de la chaîne panafricaine lancée en 2015 et basée au Congo Brazaville devrait être officialisée d'ici le 24 juillet prochain.

Ylias Akbaraly poursuit ainsi la diversification de ses activités, débutée il y a plusieurs années avec l'extension de ses opérations de la banque vers l'immobilier, puis les médias.

Pour rappel, Sipromad a récemment racheté le français Thomson Broadcast, en redressement judiciaire avant l'opération. Le rachat d'Africanews pourrait, de ce point de vue, laisser penser que la chaîne panafricaine connaissait quelques difficultés.

Avec Thomson Broadcast, spécialiste de la transmission de signaux audiovisuels, notamment dans les dispositifs terrestres, Sipromad s'est positionné sur le marché de la TNT, en pleine ébullition sur le continent africain. Le groupe malgache envisage peut-être d'aborder le marché de l'audiovisuel sous un autre angle, comme par exemple celui des contenus audiovisuels.

